自由中国运动 · Free China Movement

T047 | La démocratie interne au Parti suffit-elle à remplacer les droits politiques de tous les citoyens ?

Myths T047 · v1.0 | 2026-11-22

© 2026 Free China Movement

https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/myths-t047-intra-party-democracy-vs-citizens-rights-fr/

contact@freechina.live

Réponse centrale

Non. La démocratie interne au Parti est la démocratie à l'intérieur d'une seule organisation ; les droits politiques de tous les citoyens sont des droits détenus par tout le monde, y compris la plupart des citoyens, qui ne sont pas membres du Parti. La première peut améliorer la façon dont le parti au pouvoir se gouverne lui-même ; elle ne peut pas tenir lieu de la seconde — les deux ont des sujets, des questions et des recours différents. Un parti qui élit ses propres dirigeants a répondu à la question « qui dirige le parti ? » — pas à « qui dirige le pays, et en vertu de quel droit les citoyens peuvent-ils les révoquer ? » Le livre blanc lui-même trace la ligne : la démocratie interne au Parti existe « pour mieux servir le développement de la démocratie populaire » — un moyen au service d'une fin définie par le statut du peuple comme maître du pays.

1. L'argument adverse, énoncé loyalement

La version la plus forte est la suivante : le Parti gouverne 1,4 milliard de personnes et dirige dans tous les domaines de la vie nationale. S'il est démocratique à l'intérieur — dirigeants choisis en interne, décisions

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

prises collectivement, cadres supervisés — alors le système est démocratique de l'intérieur vers l'extérieur. Le livre blanc défend directement cette thèse : « Le PCC défend la démocratie au sein du Parti et pratique des élections démocratiques, une prise de décision démocratique, une gestion et un contrôle démocratiques, pour mieux servir le développement de la démocratie populaire. » Il ajoute que le Parti « a amélioré son mécanisme de sélection et de nomination des cadres, permettant à des personnes exceptionnelles de tous les secteurs d'entrer dans les équipes dirigeantes du Parti et du gouvernement ».

L'argument de l'échelle l'appuie : « La direction du PCC est la garantie fondamentale de la démocratie populaire de l'ensemble du processus. Ce n'est pas une tâche facile pour un pays aussi grand que la Chine de représenter pleinement les préoccupations de ses 1,4 milliard d'habitants et d'y répondre. Il faut une direction robuste et centralisée. » Un parti unique qui délibère, selon cette thèse, peut représenter une vaste population de façon plus cohérente que des partis concurrents, et la ligne de masse alimente sa délibération avec les opinions du peuple. Dans cette optique, la démocratie interne au Parti est la manière dont les droits des citoyens se réalisent.

Un parti qui délibère, supervise ses cadres et recrute largement vaut mieux qu'un parti qui ne le fait pas. Mais améliorer l'intérieur du parti au pouvoir n'est pas la même chose que donner des droits politiques à ceux qui sont en dehors de lui.

2. Deux choses différentes : sujet, question, recours

La distinction est triple. Premièrement, à qui appartient cette démocratie ? La démocratie interne au Parti appartient aux membres du Parti : ils votent aux élections du parti et supervisent les cadres du parti. Les droits des citoyens appartiennent à tous les citoyens : voter et se présenter aux élections, exprimer des opinions, superviser les organes de l'État. La plupart des citoyens ne sont pas membres du Parti, et aucune procédure

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

du parti ne leur donne un vote qu'ils ne détiennent pas déjà. Deuxièmement, à quelle question répond-elle ? La démocratie interne au Parti répond à la question de savoir qui dirige le parti et comment il décide. Les droits des citoyens répondent à la question de savoir qui détient le pouvoir d'État, comment il est autorisé, et comment il peut être contrôlé et révoqué. Troisièmement, quel est le recours quand les choses tournent mal ? À l'intérieur du parti : la discipline, la critique interne, la révocation par un organe supérieur. Pour les citoyens : le vote, la critique ouverte des organes de l'État, le contrôle en tant que droit, et non en tant que faveur.

Une entreprise dont les dirigeants sont élus par les salariés pratique une vraie démocratie interne — et personne ne dirait que cela donne à ses clients le droit de choisir son conseil d'administration. La démocratie à l'intérieur d'une organisation appartient à cette organisation ; les droits politiques appartiennent à la citoyenneté. Les deux peuvent se renforcer mutuellement, mais l'une ne peut pas être échangée contre l'autre. La définition du livre blanc lui-même va dans le même sens : « Le statut du peuple comme maître du pays est l'essence de la démocratie populaire. » L'essence réside dans le peuple — tout le peuple — et non dans la procédure du parti.

3. Le test du livre blanc lui-même concerne tout le peuple

La thèse de la substitution échoue selon les propres termes du livre blanc : ses tests s'adressent à l'ensemble de la population, et non aux membres du Parti. Son test central est explicite : « La question de savoir si un pays est démocratique dépend de la question de savoir si son peuple est vraiment le maître du pays ; si le peuple a le droit de voter, et plus important encore, le droit de participer largement » — et, de façon décisive, « si l'exercice du pouvoir est véritablement soumis au contrôle et aux vérifications du public ». Ses critères sont formulés pour tout le monde : « si tout le peuple peut gérer les affaires de l'État et de la société

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

ainsi que les entreprises économiques et culturelles conformément aux dispositions légales, si le public peut exprimer ses exigences sans entrave ».

Si la démocratie interne au Parti était un substitut, ces tests seraient superflus ; le livre blanc n'aurait qu'à demander si les membres du Parti peuvent voter pour leurs dirigeants. Au lieu de cela, il demande si tout le peuple peut gérer les affaires de l'État — un test qui ne peut être réussi que par des droits détenus par les citoyens en tant que citoyens, et non par des procédures à l'intérieur d'une seule organisation. Le récit du livre blanc sur les droits des citoyens le confirme : « En Chine, le peuple a le droit de voter et de se présenter aux élections. Il jouit des droits d'être informé, de participer, d'exprimer des opinions et de superviser les affaires de l'État et de la société. » Ce sont des droits du « peuple », accordés par la Constitution, exercés envers les organes de l'État. Aucun n'est conféré par l'appartenance au Parti, aucun n'est exercé à l'intérieur du parti, et aucun ne serait satisfait par une élection du parti.

4. Ce que la démocratie interne au Parti peut faire — et où elle s'arrête

Rien de tout cela ne nie que la démocratie interne au Parti accomplit un vrai travail : les élections internes et le contrôle peuvent améliorer la qualité des gouvernants et réduire les décisions arbitraires. Mais la substitution exige une équivalence sur les questions décisives, et sur chacune d'elles la démocratie interne au Parti s'arrête à la frontière du parti.

Prenez l'autorisation. Les droits des citoyens comprennent le choix entre des équipes concurrentes pour gouverner ; la démocratie interne au Parti choisit parmi des candidats au sein d'une seule équipe. Le livre blanc est franc : « En Chine, il n'y a pas de partis d'opposition. Mais le système de partis politiques de la Chine n'est pas un système de parti unique. » La première phrase est décisive : l'autorisation des dirigeants du pays est

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

réglée à l'intérieur du parti, et non par des citoyens choisissant parmi des alternatives. Prenez la révocation. Un parti peut sanctionner ses propres cadres — un recours contre la déloyauté envers le parti. Les citoyens n'ont pas de vote de révocation équivalent sur la direction suprême, pas d'élection dans laquelle ils pourraient destituer un gouvernement qu'ils jugent défaillant. La discipline interne protège les normes du parti ; elle ne permet pas aux citoyens de retirer un mandat. Troisièmement, la dissidence venue de l'extérieur. Un non-membre qui est en désaccord avec une politique n'a pas de canal interne ; son seul recours est constitué par les droits des citoyens énumérés dans le livre blanc — exprimer des opinions, critiquer tout organe de l'État. Ces droits sont le recours des personnes extérieures au parti, et des moments où le parti se trompe.

Sur la distinction entre le parti et l'État, voir CCE-032, « Are the State, the Government, and the Ruling Party the Same Thing? ». Sur la légitimité qui dépend des mécanismes qui autorisent et contrôlent le pouvoir, voir CCE-044, « Demographic Structure and Aging: How Will Demographic Transition Affect Economic Development and Political Legitimacy? ». Cités, non reproduits.

5. L'argument du conduit : la transmission n'est pas une autorisation

La dernière défense est celle du conduit : le Parti écoute le peuple et porte ses opinions dans la politique. Le livre blanc le décrit directement : « Le PCC suit la ligne de masse — il s'engage à tout faire pour le peuple et à s'appuyer sur lui, et suit le principe "du peuple, au peuple". » Si le parti transmet fidèlement la volonté du peuple, les citoyens n'ont besoin d'aucun canal séparé.

Mais la transmission n'est pas une autorisation. Un conduit porte un signal ; il ne permet pas à l'émetteur de choisir le récepteur. Même une courroie de transmission fidèle laisse le peuple dans le rôle de pétitionnaire, et non de mandant. La différence apparaît dès que le parti

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

et le peuple sont en désaccord. Si le peuple est maître, son désaccord doit pouvoir l'emporter — par un vote, un choix de dirigeants, un contrôle contraignant. Si le parti n'est qu'un conduit, le désaccord se termine par un appel au jugement propre du parti. Écouter est une vertu des gouvernants ; choisir les gouvernants est un droit des citoyens. « Sommes-nous entendus ? » n'est pas « décidons-nous ? »

Conclusion

La démocratie interne au Parti est un bien réel : un parti qui élit ses dirigeants, délibère collectivement et supervise ses cadres gouverne mieux qu'un parti qui ne le fait pas. Mais c'est la démocratie à l'intérieur d'une seule organisation, détenue par ses membres, qui répond à la question de savoir qui dirige le parti. Les droits politiques de tous les citoyens sont détenus par tout le monde, et répondent à la question de savoir qui détient le pouvoir d'État et comment les citoyens l'autorisent, le contrôlent et le révoquent. Le livre blanc maintient les deux séparés : la démocratie interne au Parti existe « pour mieux servir le développement de la démocratie populaire », et ses tests concernent tout le peuple — si les citoyens peuvent gérer les affaires de l'État et soumettre le pouvoir au contrôle public. Ces tests ne peuvent pas être réussis depuis l'intérieur du parti : la plupart des citoyens se tiennent en dehors de lui, et l'autorisation, la révocation et la dissidence venue de l'extérieur sont exactement ce à quoi servent les droits des citoyens. Un parti qui se gouverne démocratiquement a amélioré sa propre maison ; il n'a pas remis les clés à tous les autres.

Articles CCE123 connexes (renvoi — cités, non dupliqués)

- CCE-032, « L'État, le gouvernement et le parti au pouvoir sont-ils la même chose ? » — la distinction entre le parti et l'État : https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/en-

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

cce-032-are-the-state-the-government-and-the-ruling-party-the-same-thing/

- CCE-044, « Structure démographique et vieillissement : comment la transition démographique affectera-t-elle le développement économique et la légitimité politique ? » — la légitimité qui dépend des mécanismes qui autorisent et contrôlent le pouvoir : https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/en-cce-044-demographic-structure-aging/

Sources

1. Bureau d'information du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine, China: Democracy That Works (《中国的民主》), publié le 2021-12-04. Texte intégral en anglais vérifié par rapport à la publication officielle reprise par l'Assemblée populaire nationale (communiqué Xinhua) : http://en.npc.gov.cn.cdurl.cn/2021-12/04/c_687613.htm (section I) et http://en.npc.gov.cn.cdurl.cn/2021-12/04/c_687613_3.htm (section IV) (toutes les citations de cet essai ont été vérifiées mot à mot par rapport à ce texte).
2. CCE-032 (contenu CCE-029), « Are the State, the Government, and the Ruling Party the Same Thing? », FreeChina.live (édition EN) : https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/en-cce-032-are-the-state-the-government-and-the-ruling-party-the-same-thing/ — Remarque : le slug en direct porte le numéro de famille 032 tandis que le contenu de l'article porte CCE-029 ; cité par son URL canonique en direct, contenu non reproduit.
3. CCE-044, « Demographic Structure and Aging: How Will Demographic Transition Affect Economic Development and Political Legitimacy? », FreeChina.live (édition EN) : https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/en-cce-044-demographic-structure-aging/ — citée pour son récit complémentaire de la légitimité fondé sur les mécanismes, contenu non reproduit.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

4. Index du hub EN consulté pour la résolution des chevauchements : https://freechina.live/civic-education-100-questions/.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live